



Déclaration - Communiqué de presse

Boycott du CDEN : les parents refusent une carte scolaire comptable qui affaiblit l'école publique

Dans le Morbihan, l'école publique traverse une crise profonde, silencieuse, mais désormais impossible à ignorer.

Ce vendredi, les représentants FCPE des parents d'élèves **boycottent le CDEN**.

Ce boycott n'est pas un geste d'humeur : c'est un **cri d'alarme**, un acte de responsabilité face à une politique éducative qui fragilise l'avenir de nos enfants et condamne nos communes à devenir des **déserts éducatifs publics**.

Depuis plusieurs semaines, les fermetures de classes s'enchaînent, souvent annoncées quelques jours seulement après les élections municipales. Le calendrier interroge. La méthode choque. Et le fond révolte.

Sous couvert de "déprise démographique", des milliers de postes et des centaines de classes sont à nouveau supprimés en France. La Bretagne en perd 217, et le Morbihan à lui seul en voit disparaître 57.

Pourtant, la baisse démographique aurait dû permettre de **réduire les effectifs**, d'améliorer les conditions d'apprentissage, de renforcer l'inclusion, de stabiliser les équipes.

C'est l'inverse qui est fait.

Dans le Morbihan, les conséquences sont visibles :

- **classes surchargées**, parfois à plus de 28 ou 31 élèves ;
- **classes multi-niveaux lourdes**, faute de maintien des postes ;
- **inclusion sous-dotée**, malgré l'augmentation continue des élèves à besoins particuliers ;
- **vies scolaires en tension**, faute de CPE et d'AED ;
- **options supprimées** dans les collèges et lycées ;
- **internats ruraux fragilisés**, pourtant essentiels à l'égalité territoriale.

Et surtout : **chaque fermeture d'école publique est un coup porté au cœur d'une commune.**

Une école qui ferme, c'est un café qui baisse le rideau, une boulangerie qui perd ses clients, une association qui disparaît, une commune qui se vide. C'est la fin d'une vie locale, d'un lien social, d'une identité partagée. C'est un territoire qui s'éteint.

Les parents le voient, les habitants le vivent : là où l'école publique recule, c'est tout un village qui meurt.

Mais un phénomène encore plus inquiétant se déploie : à mesure que l'école publique se retire, une autre carte scolaire se dessine.

Une carte où les vides laissés par le public deviennent des oasis du privé, qui prospèrent là où l'État se retire.

C'est ainsi que se construit, jour après jour, une **école à deux vitesses** : une école de l'entre-soi pour les plus favorisés et une école publique assignée aux plus fragiles.

Ce scénario n'est pas théorique : il est déjà observable dans plusieurs bassins de vie du Morbihan. Et il s'accélère.

Face à cela, la FCPE du Morbihan porte des revendications claires et constantes :

- 24 élèves maximum par classe, réellement, pas une moyenne théorique, mais un seuil appliqué selon la réalité du terrain. Car les effectifs ne se répartissent jamais parfaitement : une moyenne de 24 peut masquer, comme à Pluneret, 77 élèves en élémentaire et une vingtaine en maternelle. Sans cela, on retrouve des classes à 26-28 pour éviter des triples niveaux ingérables.
- Le renforcement du maillage rural par l'école publique ;
- des moyens renforcés pour l'inclusion ;
- des vies scolaires dotées à la hauteur des enjeux ;
- la préservation de l'offre pédagogique dans les collèges et lycées ;
- un investissement durable dans l'école publique, car maintenir des classes ouvertes n'est pas une dépense : c'est un choix de société.

Nous refusons une carte scolaire qui transforme nos communes en déserts éducatifs publics.

Nous refusons une politique qui laisse prospérer des oasis du privé, creusant les inégalités et renforçant la ségrégation scolaire.

Nous refusons de siéger dans une instance qui entérine la disparition progressive de l'école publique dans nos villages, nos quartiers, nos îles.

Notre boycott est un appel à la responsabilité. Un appel à revoir la copie.

La FCPE 56 continuera à défendre une école publique **gratuite, laïque, inclusive et ambitieuse**, pour tous les enfants du Morbihan. Nous refusons une école à deux vitesses, où le privé prospère là où le public recule.

Nous refusons une école affaiblie, isolée, sous-dotée.

Nous demandons à l'État d'entendre les territoires, et de garantir les moyens nécessaires à une école publique digne de ce nom.

L'avenir de l'école publique dans le Morbihan se joue maintenant.

A Lorient, le 3 avril 2026

Bureau FCPE 56